

18 000 jours...

Environ 18 000 jours, oui... 18 000 jours que de nombreuses familles attendent, depuis l'intensification des enlèvements au printemps 1962, le retour de l'un des leurs, voire de plusieurs proches. J'ai bien dit "attendent"... Car, même si cette supposition est sans doute folle, peut-on balayer la possibilité qu'une jeune fille enlevée par exemple le 5 juillet à Oran ne soit toujours pas vivante aujourd'hui? Très improbable... mais non totalement insensé.

Quel pays accepterait aujourd'hui cet état de fait ? Aucun !

Ainsi, nous voyons encore les Etats-Unis dépenser à notre époque des fortunes pour rapatrier du Vietnam les corps de leurs GI's, mais la France, pourtant - paraît-il - le phare des droits de l'homme dans le monde, prompt à donner des leçons de morale à tous les pays de la planète, ne se préoccupe pas de ses disparus, car ce sont aussi les siens, pas uniquement les nôtres... Un parti pris ? Très sélectif alors...

En effet, quelle implication de notre pays pour la libération d'Ingrid Betancourt en juillet 2008 ! Et quel écho médiatique ! Et qui ignore aujourd'hui, après une couverture quotidienne dans les journaux télévisés, que les reporters Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier ont été libérés après 547 jours de captivité ? Humainement, nous ne pouvons que nous en réjouir. Mais qui se soucie des Français d'Algérie enlevés depuis 40 fois plus de temps ? Nos milliers de disparus ont sans doute moins de "valeur" qu'une candidate à la présidentielle colombienne et deux journalistes du service public.

Le général à titre provisoire déclarait déjà : "Qu'est-ce que c'est que tous ces Fernandez, ces Lopez et autres Segura qui se voudraient Français ?". Il semblerait que cette idée ait pris racine chez les dirigeants suivants... Et rien n' a été fait afin de retrouver, pour ne citer que lui, Joseph Pinto, le papa de Viviane Ezagouri, inlassable combattante pour la reconnaissance des victimes du génocide du 5 juillet. Un nom inscrit, comme celui de tant d'autres, sur le Mur des disparus de Perpignan... édifié, et cela en dit long sur la considération de l'Etat à leur égard, grâce à une souscription privée !

Lorsque le président Boumédiène déclarait, il y a 40 ans, que l'Algérie détenait encore de nombreux Français dans ses geôles, quel gouvernant s'en est ému ? Pas un ! Quelles démarches furent entreprises ? Aucune ! Quelles réactions des associations bien-pensantes comme la LDH ? Néant ! Nada ! Walou ! Il est vrai que nos disparus n'avaient qu'une folle prétention, celle de rester Français dans des départements français... Aucune activité politique comme madame Betancourt et pas d'appartenance à la caste journalistique qui a su pour l'occasion se serrer les coudes. Juste de braves gens... sans intérêts donc ! Ils ne sont pas aller dans un pays étranger, en dépit des avertissements de l'armée, comme MM. Ghesquière et Taponier, ils étaient juste chez eux, sur la terre qui les avait vus naître. De braves gens oui... abandonnés depuis 49 ans.

Et si l'on reparle du 5 juillet, imagine-t-on un Etat moderne qui n'aurait pas assumé une telle abomination ? Quel chef d'Etat n'aurait pas été traduit devant les tribunaux pour avoir donné l'ordre à l'armée de ne pas intervenir pour secourir ses nationaux ? Il n'y a, à ma connaissance, aucun autre exemple de ce type dans l'Histoire. La France... grande et généreuse... en apparence. Mais capable de sacrifier, en connaissance de cause, ceux qui l'ont le plus aimée... jusqu'à la mort ! Un pays incapable de reconnaître ses fautes comme le fit, et le fait encore, à contrario l'Allemagne concernant la Seconde guerre mondiale. Un pays capable d'accueillir avec tous les honneurs fin juin à l'Assemblée nationale, au Sénat, Zohra Drif, cette poseuse de bombes responsable du massacre de civils, et notamment d'enfants, innocents. On me rétorque souvent qu'il faut savoir "évoluer", prendre exemple sur l'amitié actuelle franco-allemande...

Oui... mais la France a renoué des liens avec le peuple germanique, pas avec un parti nazi qui serait toujours au pouvoir ! Et nous devrions aujourd'hui accepter de dialoguer avec le FLN, le seul parti à gouverner l'Algérie depuis 50 ans ? Ces terroristes qui ont assassiné, mutilé, enlevé les nôtres ? Non ! Tant qu'ils resteront en place, aucune "réconciliation" n'est envisageable.

Que ce soit clair, il ne s'agit pas de s'arc-bouter sur une haine immuable, mais tout de même peut-on "apsser l'éponge" sur le sang des nôtres et oublier, simplement parce que le temps a passé ? Ne plus parler de ces drames ? Ces morts, ces disparus, qui sont ceux de nos familles, ou qui auraient pu l'être, ne méritent-ils pas d'être reconnus comme victimes d'une barbarie d'un autre âge, avec la complicité, dans le meilleur des cas passive, de leur patrie ? N'ont-ils pas droit à cette reconnaissance de leur martyre ? Peut-on, par lassitude, les abandonner comme l'Etat le fit il y a 49 ans ? Je ne peux m'y résoudre, même si le temps semble avoir émoussé nos revendications ; je n'ose pas croire qu'il en soit de même pour nos convictions.

Habituellement cette rubrique est le reflet d'une pensée commune à l'équipe de l'Echo de l'Oranie. Vous aurez sans doute noté aujourd'hui que cet éditorial est plus personnel car, comme en juillet 2010, j'éprouve le besoin de vous livrer un sentiment, une analyse qui n'engage que moi, sur la base de mon vécu d'enfant de Pieds-Noirs.

Aussi irrationnel que cela puisse paraître, je souffre quotidiennement, bien que né en métropole, de cette chape de béton qui recouvre le drame des Pieds-Noirs. Je ne comprends pas. JE NE COMPRENDS PAS ! Je vis dans un pays que les miens ont aimé passionnément et qui le leurs rend encore aujourd'hui par un mépris abyssal.

J'étais, il y a peu, chez une amie oranienne, avec sa maman, plus de 90 ans. J'aime ces rencontres. Je me sens en famille. Cette mamie a les yeux pétillants, les attitudes, le sourire, les intonations, la bonté, l'émotion dégagée de ma "mémé Carmen" ou de ma "tata Georgette". A croire que nos grands-mères sont toutes faites dans le même moule ! Et sous l'apparente sérénité, on décèle un regard lointain, celui qui est encore emplis des images de "leur" Algérie. Une souffrance apaisée...qui n'en reste pas moins une souffrance. J'aime cette mamie, elle est forcément de "ma famille" puisqu'elle a vécu les mêmes drames que mes proches, dans le même contexte. Notre histoire est commune, ou plus exactement je suis le fruit de son histoire. Je ne suis pas Pied-Noir à proprement parler puisque je suis né en métropole, après 1962, mais je ne suis pas non plus un "vrai" Français de France puisque mes parents sont Pieds-Noirs. Que suis-je alors ? Qui sommes-nous, nous vos enfants, ni Pieds-Noirs, ni réellement métropolitains ? Des erreurs de l'histoire... Tel est le sentiment que je partage avec tous ceux de mon âge que je côtoie.

La blessure s'est transmise, pour nombre d'entre nous, m[^]me si vous avez voulu nous préserver. Les non-dits ont causé des ravages. Vous aviez à vous loger, un emploi à retrouver, il fallait que vous vous en sortiez : vous aviez vos vies à recréer. Vous ne pouviez pas nous parler, c'était trop douloureux, vous deviez rebâtir un univers dans lequel nous pourrions nous construire. Et nous l'avons fait. avec cependant un manque, celui d'un monde qui avait été le vôtre et qui ne serait jamais le nôtre. Un manque ressenti à des degrés divers... mais que l'on retrouve chez beaucoup d'enfants de Pieds-Noirs. Notre rubrique "A l'écoute de nos enfants" en est une parfaite illustration. Des gosses de Pieds-Noirs y écrivent ce qu'ils n'ont jamais dit à leurs parents, ce que leurs parents n'imaginent même pas. Et nous recevons également de ces mêmes parents des messages qui nous expliquent pourquoi ils n'ont pas parlé à leurs enfants. Toujours ce souci de les épargner.

Oui, c'était sans doute inévitable - les personnes qui ont vécu des drames ont généralement du mal à mettre des mots dessus -, mais nous avons une vie en dehors du foyer familial, nous avons été à l'école, et ce qu'on nous y appris c'est que vous étiez d' "affreux colons", des "exploiteurs", des "nababs". Ma "mémé Carmen" était serveuse à la base de La Sénia puis elle est devenue concierge à Nice après l'exode. Pas vraiment une richissime colonialiste... Mon

autre grand-mère, fille d'optant alsacien, avait à Oran une épicerie dont la surface au sol ne dépassait pas celle de ma cuisine actuelle ! Ne pensez pas nous préserver en ne nous racontant pas votre histoire, car d'autres, ignorants ou malveillants (souvent les deux...), se chargent de dépeindre un vécu fantasmé qui n'a jamais été le vôtre. Rétablissez la vérité ! Relatez ce qu'était votre vie en Algérie, ne laissez pas les mêmes menteurs brosser à vos petits-enfants ce portrait haïssable de vous qu'ils ont imposé à vos enfants. Là aussi, 18 000 jours qu'on nous ment sur votre passé...

Il est hors de question, comme on tente de nous le dicter, que nous ayons honte de vous, de votre histoire.

Il est nécessaire que le relais soit passé. Et c'est possible ! Mon implication dans notre revue est le fruit d'une rencontre complice avec sa présidente, présidente qui a su se projeter dans l'avenir, envisager une suite avec les "nouvelles" générations, être à l'écoute, accepter les idées novatrices, en un mot concevoir une continuité de notre histoire, et non pas estimer qu'après elle... le déluge !

Transmettre, c'est communiquer, donc dialoguer et accepter un véritable échange.

Je vous ferai aujourd'hui une demande... Parlez avec vos enfants, mettez cartes sur table, trouvez le bon moment... C'est un Pied-Noir de la deuxième génération qui en appelle à vous. J'ai, comme d'autres, besoin de savoir qu'à l'approche du cinquantenaire de notre exode - pardon, de votre exode (même si je me sens moi-même parfois exilé) - nous devons continuer, nous vos enfants, à exiger cette reconnaissance qui nous..., excusez-moi encore, qui vous est due, le "nous" et le "vous" se brouillent et se confondent dans mon esprit...

Faites part de votre sentiment à l'Echo de l'Oranie, réagissez, écrivez-nous, j'ai besoin de savoir que vous approuvez cette transmission de mémoire, que vous souhaitez que vos enfants s'investissent pour la reconnaissance de votre drame. Vous êtes le peuple Pieds-Noirs, c'est à vous de nous confirmer votre désir de voir votre histoire, notre histoire, se perpétuer. Une utopie... peut-être... mais qui coule dans nos veines... et la saignée ne se pratique plus depuis des siècles... ! Inutile donc de penser qu'on puisse nous ôter l'identité que vous nous avez léguée. L'histoire de nos parents est la nôtre, nous en sommes issus, donnez-nous la conviction pour, si cela s'avère nécessaire, combattre encore 18 000 jours afin que soit révélé au grand jour le drame de nos disparus. Vos messages à notre revue me conforteront dans la légitimité de cette démarche.

Je signe donc exceptionnellement de mon nom, accolé à celui de ma mère, une adolescente de 16 ans, qui contrairement à d'autres, et c'en est peut-être un miracle, n'est pas attendue depuis 18 000 jours par sa famille, parce qu'elle a pu fuir Oran fi juillet 62... Je suis aussi le fruit de cette histoire que j'assume en en prenant l'identité.

Edito : Lionel Vivès-Diaz

L'ECHO DE L'ORANIE
11, avenue Georges Clemenceau - 06000 NICE
N° 336 SEPTEMBRE-OCTOBRE 2011